

En 2016, restons offensifs !

Editorial

L'année qui vient de s'achever a été marquée par des événements tragiques dans le monde entier.

Réfugiés et migrants fuyant la guerre, ou la misère économique, n'ont jamais été si nombreux depuis des décennies. Le bilan de 2015 est terrible : plus de 3000 d'entre eux ont trouvé la mort en essayant de rejoindre les rives de l'Europe où ils espéraient trouver refuge. Parmi eux de nombreux enfants. Le terrorisme a touché notre pays en janvier et novembre dans des proportions encore jamais atteintes depuis la guerre d'Algérie. Face à une situation exceptionnelle, quelles mesures prendre sans diviser le pays ? Comment répondre aux réactions xénophobes et au déferlement de propos racistes qui se sont multipliés ces derniers temps ? Pourquoi vouloir imposer une révision de la constitution qui contient déjà en elle les outils nécessaires à la sécurité des Français ? Pourquoi stigmatiser ceux de nos compatriotes qui bénéficient d'une double nationalité, mesure inefficace et dangereuse ? Autant de questions qui vont sûrement continuer à nourrir le débat dans les semaines qui viennent. Le SNES et la FSU lors de leurs congrès s'inscriront dans ce débat en mettant en avant leurs valeurs de justice sociale, de liberté, de solidarité et de paix. Sur le plan intérieur, la situation ne s'est pas améliorée, le chômage a augmenté sur l'année. Pour ce qui concerne les retraités, leur pouvoir d'achat a continué à subir les effets des mesures fiscales prises les années précédentes. Leurs pensions se trouvent également amputées au 1^{er} janvier 2016 par l'augmentation considérable des tarifs de leurs mutuelles. Quant à la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement de la population, enfin votée, elle reste très insuffisante pour répondre véritablement aux besoins répertoriés. Que souhaiter alors pour 2016 ? Évidemment que l'urgence sociale et l'urgence économique, reconnues par le Président de la République dans ses vœux aux Français, ne soient pas que des mots ! Qu'enfin les préoccupations de la majorité des Français soient prises en compte : sécurité de l'emploi, pouvoir d'achat, logement, santé. Qu'enfin le gouvernement renonce aux diverses mesures d'austérité qui s'attaquent de manière redoublée aux services publics : asphyxie des services de santé et réduction du nombre de personnels hospitaliers, atteintes répétées contre le système scolaire, visant à son éclatement et à la main mise de services privés (formation d'enseignants par Microsoft), et par dessus tout casse programmée du code du travail sous prétexte de « simplification ». N'oublions pas l'urgence environnementale : la conclusion d'un accord, même à minima, même non contraignant, a apporté en fin d'année une lueur d'espoir lors des travaux de la COP 21. Mais il faudra toute la vigilance des

associations pour que ces accords soient réellement suivis d'effet et qu'enfin les problèmes environnementaux deviennent un sujet de préoccupation essentiel des gouvernements mondiaux. Face à toutes ces urgences, l'action syndicale est plus que jamais nécessaire. Nous participerons aux actions organisées par les retraités pour la défense de leur pouvoir d'achat et serons aux côtés de nos camarades actifs lors de la manifestation du 26 janvier contre la mise en place de la réforme du collège. Et de toutes ces questions nous débattons lors de l'AG du 8 février.

*Le collectif des retraité-e-s du SNES
de l'académie de Créteil*

Calendrier

Mardi 26 janvier

- ◆ manifestation contre la réforme des collèges
- ◆ manifestation Fonction Publique

Lundi 8 février

- ◆ 09h30 - **AG des S1 des retraité-e-du 77 et du 93**
- ◆ 10h00 - **AG des retraités de l'académie de Créteil**
au S4 - 46 avenue d'Ivry - 75013 Paris
(M° Porte d'Ivry ou Olympiades)
Venez nombreux !

Lundi 15 février

- ◆ 14h 00: commissions préparatoires au congrès SNES
Thèmes 2 et 4

Jedi 18 février

- ◆ 14h00 : commissions préparatoires au congrès
Thèmes 1 et 3

Les commissions se tiendront au S3, rue G. Gouyon du Verger à Arcueil.

Jedi 10 mars

- ◆ Action retraités

EN VUE DU CONGRÈS DU SNES

Les S1 du 77 et du 93 se réuniront à 9h30
avant l'AG académique.

Ordre du jour :

- fonctionnement des S1

- RENOUELEMENT DU BUREAU.

1/ Editorial 2/ Calendrier - Congrès du SNES 3/ Syndicalisation et vote SNES - Deux jours
studieux à Angers - La COP 21 : succès ou échec ? 4/ L'Éducation Nationale aliène le
temps de cerveau disponible des jeunes - Résultats des votes FSU des retraités de Créteil
- Stage "Bientôt à la retraite".

Prix : 0,30 € - Abonnement : 10 € - Imprimerie Spéciale SNES - hebdomadaire -
Directeur de Publication C. Dirson CP 0519S06883 N°13-08

SYNDICALISATION ET VOTE SNES

Il est encore temps de renouveler votre adhésion.

Comme vous le savez, on vote pour le SNES du 4 au 18 février ; un courrier spécial vous sera adressé

MAIS ATTENTION, il est nécessaire d'être à jour de sa cotisation 2015-2016.

Rappel : vous n'oublierez pas de signer l'enveloppe extérieure sinon votre vote sera invalidé (message pour les étourdis).

DEUX JOURS STUDIEUX À ANGERS

L'AG nationale annuelle des responsables des retraités du SNES s'est tenue les 9 et 10 décembre 2015 à Angers. L'occasion pour les quatre camarades de Créteil qui avaient fait le déplacement de débattre des nombreux sujets en cours, en particulier des suites des attentats de novembre, des résultats des élections régionales et des dernières lois votées (loi d'adaptation de la société au vieillissement de la population et loi santé).

Frédérique ROLLET, qui arrivait directement du ministère, nous a fait part des mesures envisagées pour sécuriser les établissements scolaires dans le cadre de l'état d'urgence. Les congrès FSU, FGR et SNES ont été aussi au cœur du débat et le point culminant fut, sans nul doute, la conférence de notre invité Christian LAVAL (1) : « l'espoir a-t-il un avenir ? », un essai sur la révolution au XXI^{ème} siècle. Vaste question ! Après un rappel historique, notre interlocuteur a montré l'évolution du capitalisme vers une forme mondialisée à dominante financière, où la crise est devenue un mode de gouvernement.

Notre avenir est-il derrière nous ? Nous sommes prédisposés par nos analyses et nos pratiques militantes à penser notre avenir comme un retour à l'État social et éducateur. A travers les mouvements qui ont eu lieu récemment (mouvement altermondialiste, de défense de l'environnement, d'expériences coopératives) Christian LAVAL pense qu'une autre voie se dessine : échapper au duo marché/État et se réapproprié « les biens communs », dont une longue liste a

été faite et complétée lors du débat : les ressources naturelles et les services publics bien sûr, mais aussi le monde numérique, le temps, la sécurité sociale, etc... Pour cela, il faudra en finir avec le néolibéralisme, inventer une autre forme de démocratie et renouer avec l'internationalisme. De l'espoir pour l'avenir, nous en avons puisé dans cette conférence, mais que de travail devant nous !

Martine STEMPER

(1) Pierre DARDOT, Christian LAVAL, Commun. Essai sur la révolution au XXI^{ème} siècle, Paris, La Découverte, 2014, 600 p., EAN : 9782707169389



LA COP 21, SUCCÈS OU ÉCHEC ?

La Conférence pour le climat qui a eu lieu au Bourget du 30 novembre au 12 décembre 2015 dans une ambiance lourde de menaces est présentée officiellement comme s'étant déroulée sans incident et est saluée comme un grand succès. Qu'en est-il en réalité ?

« **Le projet d'accord est différencié, juste, durable, dynamique, équilibré et juridiquement contraignant.** » dit Laurent FABIUS, Président de la COP 21. Certes, mais c'est en renonçant petit à petit aux mesures qui fâchaient les uns et les autres, États-Unis, Chine, Arabie Saoudite... que l'accord des 195 parties fut enfin obtenu. Si tous les pays se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, ce qui est incontestablement déjà très positif, les efforts annoncés sont insuffisants pour maintenir le réchauffement en deçà des 2°C fatidiques. Selon Jean JOUZEL, ancien vice-président du groupe scientifique du Giec, les réductions

devraient être d'ici 2030 deux fois plus importantes. Cela implique de laisser sous terre plus de 80% des combustibles fossiles. Seulement, cette exigence a disparu de l'accord, au grand bénéfice du lobby pétrolier ! A quand la mise en œuvre de cet accord ? La signature aura lieu à New York en avril 2017. Puis chaque parlement national devra le ratifier et celui-ci ne s'appliquera que lorsque 55 États représentant au moins 55% des émissions de CO₂ l'auront ratifié. Que de temps perdu alors qu'il n'y a pas une minute à perdre pour limiter les dégâts du réchauffement climatique.

C'est le message qu'ont voulu faire passer **les nombreuses associations mobilisées à l'occasion de la COP 21** qui ont déclaré « l'État d'urgence climatique », auquel « l'accord de Paris oppose un bricolage constitué de la somme des égoïsmes nationaux, aussi bien en matière de financements que d'objectifs de réduction des émissions » dit le communiqué d'Attac du 12 décembre. Et pour Naomi KLEIN,

journaliste altermondialiste, « **l'accord est un désastre !** » Mais dans le contexte actuel ce message de la société civile a eu bien du mal à se faire entendre. L'après-midi du 29 novembre place de la République, les arrestations, dont trois de nos collègues qui ont témoigné de la brutalité de l'intervention, ont passablement compliqué l'organisation des actions prévues les jours suivants. C'est alors qu'ont surgi des initiatives originales puisque tous rassemblements étaient interdits. Le samedi 12 au matin plus de **600 affiches** dénonçant les sponsors de la COP 21 recouvraient les panneaux d'affichage Decaux dans Paris et au Bourget (1). Qui a vu ces affiches de l'association anglaise Brandalism (de « brand » pour marque et vandalisme) ? Elles ont été promptement retirées. Le 12 décembre au matin, 3 000 personnes se sont emparées des rues de Paris pour réaliser une grande fresque humaine pour la justice climatique et la paix. A quelques uns, ils se sont rendus sur 1 152 adresses prédéterminées. Grâce au système de géolocalisation de leur smartphone, ils ont fait apparaître le message « Climate Justice Peace » sur **une carte interactive** (2). Vous n'êtes pas Geek ? Dommage ! Les actions du 12 décembre étaient placées sous haute tension : 5 000 personnes avaient rendez-vous symboliquement entre l'Arc de Triomphe (3), hommage aux morts climatiques, et la Défense, siège des multinationales, pour y tendre **les lignes rouges des limites à ne pas dépasser**. L'autorisation de manifester a été accordée seulement un quart d'heure avant le début des actions. Le

déploiement des bannières et la minute de silence en hommage aux victimes du climat mais aussi des guerres et de la terreur, se sont alors déroulés sans angoisse. Puis au **Champs de Mars** (4), ce sont la détermination et la colère qui se sont exprimées face à l'absence de volonté politique des gouvernements de s'attaquer aux causes profondes des dérèglements climatiques. 10 000, 20 000 personnes ? Non le Champs de Mars n'était pas noir de monde. Franchir le barrage de police qui « sécurisait » toutes les entrées du quadrilatère en a peut-être dissuadé quelques uns... Que ce soit au Village mondial des alternatives à Montreuil, au 104 à Paris, ou au Bourget, des centaines de conférences ont été organisées suscitant la prise de conscience des problèmes climatiques et la mise en commun de très nombreuses initiatives pour y faire face.

« **Changer le système, pas le climat** », comme dit Noël Mamère. Le climat, c'est déjà fait. Pour le système, tout reste à faire. Un mouvement mondial est en marche qui motive les jeunes. Peut-être serait-ce l'opportunité d'une prise de conscience politique de leur part ? La COP 21 a alerté les dirigeants et la société civile sur l'urgence de prendre en compte la crise climatique. Souhaitons que les organisations syndicales dont la FSU sachent prendre toute leur place dans les combats à venir.

Marie-Claude DIAMANTIS



L'ÉDUCATION NATIONALE ALIÈNE LE TEMPS DE CERVEAU DISPONIBLE DES JEUNES

Les inspecteurs sont convoqués par une lettre officielle dans les locaux d'une multinationale. Tout en dégustant des petits fours, ils sont priés d'admirer la classe connectée de demain. La lettre est à en tête du ministère de l'éducation nationale. Nous sommes en 2011. Dans quel pays sommes-nous ? Dans un de ces États en faillite dont les médias nous disent tant de mal ? Dans une république corrompue d'Amérique du Sud ? NON, nous sommes en France et la multinationale Microsoft joue de son influence. En mai 2014, tous les professeurs de l'académie de Paris ont été invités, toujours au siège de Microsoft France, avec discours de clôture par « Monsieur le recteur de l'académie de Paris »...

Tous ces efforts ont fini par payer :

Nous sommes le 30 novembre 2015, un accord est signé entre la ministre de l'Éducation et Microsoft. Cet accord sera relayé par 2500 chefs d'établissement, ceux qui « portent la responsabilité de convaincre et de mobiliser les enseignants ». Ils seront préalablement formés par Microsoft France dans

des ateliers de « conduite du changement »...

Office 365, la suite bureautique en ligne, sera l'outil de base pour mettre en place un « tableau de bord numérique » pour chaque élève. Ce dernier y trouvera des exercices en ligne, élaborés par Microsoft ou ses partenaires. Notamment un « jeu sérieux » pour apprendre le code informatique, basé sur Minecraft, jeu de construction très populaire chez les jeunes et... racheté, l'année dernière, par Microsoft. Le tableau de bord individuel permettra à chaque élève de stocker des documents, ses devoirs, d'échanger avec ses camarades et enseignants, d'organiser des travaux en commun... Le tout sera soigneusement hébergé et enregistré par Microsoft. Le suivi et la « mesure » des performances des élèves font aussi partie de l'accord. Progression des notes, temps de travail... Microsoft aura accès à toutes ces données et a promis à la ministre de l'Éducation nationale des algorithmes qui vont analyser et « profiler » les enfants. Si on comprend bien l'intérêt (financier entre autres) pour Microsoft, on ne comprend pas l'intérêt pour les enfants et leurs familles et

pour les enseignants. Rien ne garantit que toutes ces données personnelles, recueillies par une multinationale américaine, resteront confidentielles. Et alors se pose la question : qui va les utiliser et pour faire quoi ? Autre point de contestation : les logiciels que vont utiliser les élèves sont fermés, privés. Leur utilisation risque d'exclure les logiciels libres et ouverts, et très souvent gratuits, pourtant déjà très utilisés à l'école. Les 60000 participants à la consultation nationale « sur le numérique dans l'Éducation », organisée au début de l'année par Mme Najat VALLAUD-BELKACEM, plébiscitaient à 95% pour les élèves et les professeurs « un accès libre aux ressources culturelles et scientifiques des établissements publics ». De nombreuses propositions ont émergé de cette

consultation, telle la création d'une licence numérique « enseignement » gratuite et s'appuyant sur le logiciel libre (et modifiable par tous). En résumé, les ressources et les compétences existent pour ne pas livrer les jeunes et leur familles aux intérêts privés d'une multinationale.

La réaction du SNES : un entrefilet de sa lettre électronique n° 5 de décembre 2015 et une signature de l'appel de l'APRIL (voir www.april.org). Ce n'est qu'un tout petit début, il est temps pour le SNES, et donc pour chacun d'entre nous, d'engager la lutte.

Joseph SPAGNOLI

RÉSULTATS DES VOTES FSU DES RETRAITÉS DE L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL - scrutin du 5 au 26 novembre 2015 -

Excellente participation des retraités au vote FSU ! Bravo !

	Orientation fédérale nationale			Orientation fédérale départementale		
	77	93	94	77	93	94
Inscrits	101	147	182	101	147	182
Votants	71	90	110	70	90	110
Nuls ou blancs	2	0	1	0	0	1
Liste Unité & Action et sans tendance	63	72	98	65	73	100
Liste à l'initiative de l'École Émancipée (EE)	5	6	6	5	5	5
Liste Émancipation	0	10	4	-	10	4
Liste unité, revendications, indépendance syndicale	1	2	0	-	2	-
Liste Front unique	0	0	0	-	-	-
Liste « Pour le rassemblement de tous les syndiqués »	-	-	-	-	0	-

	Rapport d'activité fédérale nationale			Rapport d'activité fédérale départementale		
	77	93	94	77	93	94
Pour	52	63	94	-	70	97
Contre	3	16	4	-	12	3
Abstention	16	9	10	-	5	7
Refus de vote	0	2	1	-	3	1

STAGE « BIENTÔT À LA RETRAITE ! »

Comme tous les ans, le groupe actifs/ retraités a organisé un stage pour les collègues envisageant de partir à la retraite dans les mois ou années qui viennent. Une soixantaine de collègues étaient donc présents au S4 le 14 décembre, soucieux de savoir quand et dans quelles conditions ils pourraient cesser leur activité professionnelle. Notre camarade de Versailles, Marie-Louise BILLY, qui traite de ces dossiers également au S4 a brossé un tableau exhaustif et parlant des diverses réformes mises en place depuis 1993 et montré combien la situation s'était détériorée. Nous avons également évoqué l'après départ, présenté les activités syndicales des retraités du SNES Créteil ainsi que les sorties organisées tout au long de l'année. L'après-midi, les collègues ont pu poser leurs questions plus précises au tandem formé par Marie-Louise et Maud COUTANT, responsable des « retraitables » au S3. Tous sont partis très satisfaits des informations dispensées, quelques-uns prendront des

rendez-vous individuels auprès de Maud ou de Marie-Louise, en raison de la complexité de leur dossier et nous espérons qu'ils seront nombreux à rester syndiqués et à nous rejoindre pour nos diverses activités.

Martine STEMPER

